

## Pour un pôle financier public

Jacques Cossart, Jean-Marie Harribey, Dominique Plihon  
membres du Conseil scientifique d'Attac

*Libération, 3 octobre 2008*

Avec l'approfondissement de la crise financière, les marchés s'affolent, les déposants des banques s'inquiètent, et les gouvernements interviennent massivement. C'est la chronique annoncée d'une faillite du laisser-faire et du fondamentalisme de marché dans le domaine de la finance. Dernier épisode : les gouvernements états-unis et européens nationalisent les banques défailtantes en leur apportant les fonds *propres* qu'elles ont perdus à la suite de leur activité spéculative. Le projet des gouvernements est de revendre ensuite ces banques, une fois la crise passée. Mais, une telle politique ne créera-t-elle pas les conditions d'une nouvelle crise dans le futur puisque les banques sauvées du désastre, sachant qu'elles seront secourues en cas de difficultés, repartiront de plus belle vers de nouvelles prises de risques dangereuses ?

Nous disons que cette crise doit être l'occasion de tirer les leçons de la faillite des politiques passées. Nos sociétés ont besoin de banques tournées vers un autre modèle de développement, donnant la priorité au financement d'investissements créateurs d'emploi et respectant l'écologie. Clairement, la crise vient de démontrer que les banques dominées par la logique du rendement imposée par les actionnaires au détriment des salariés ne sont pas en mesure de satisfaire de telles exigences. Il est donc essentiel de construire un pôle financier public obéissant à ces impératifs économiques, sociaux et écologiques. Pour cela, il est urgent de stopper le processus de privatisation rampante du système financier comme par exemple la banalisation du livret A. Il faut également consolider les participations publiques dans le domaine financier, par exemple à la Caisse des Dépôts et Consignations, fonds souverain français. Enfin, les Etats doivent mettre à profit les nationalisations bancaires pour que la finance soit au service de la société, et échappe à la logique spéculative et prédatrice. Ces nationalisations doivent être conçues positivement et non pas exécutées simplement pour sauver les banques les plus compromises du désastre. La possibilité de nationaliser des banques saines ne peut plus être écartée car la réponse aux besoins sociaux requiert aujourd'hui un pôle financier public.

Certains objecteront que les nationalisations bancaires réalisées dans le passé ont été des échecs. Cela s'explique très largement par le fait que les gouvernements successifs ont obligé les banques et entreprises publiques à appliquer des critères de gestion du secteur privé et à se soumettre à la priorité du rendement financier. Nous proposons que les objectifs du pôle financier public fassent l'objet d'un débat public et démocratique au Parlement. Parallèlement, il est urgent de renforcer les règles et les contrôles applicables à l'ensemble des banques et des acteurs financiers, privés et publics. Ce qui implique un renversement radical de la politique menée dans le cadre de l'Union européenne qui a donné jusqu'ici la priorité absolue à la libéralisation des systèmes financiers. Et un changement de politique de la BCE, prompt à dénoncer les hausses de salaires coupables de l'inflation, mais qui ne s'oppose pas, bien au contraire, aux comportements spéculatifs responsables des bulles financières. Au total, nous demandons un aggiornamento des principes et des politiques qui ont conduit au désastre financier actuel. Les discours sur le « capitalisme régulé » et le « capitalisme moral » ne tromperont personne. C'est une rupture politique radicale qui s'impose si l'on veut éviter de nouvelles crises. Cette volonté doit être portée par la France et l'Union européenne au sein de l'ONU et, en aucun cas, ne peut être laissée aux « bons soins » du G8, largement compromis dans le laisser-faire néolibéral.